

Sauvons l'Europe est une association pro-européenne et progressiste qui s'engage dans la construction d'une Europe à vocation sociale et soucieuse du développement humain, espace démocratique et des droits de l'Homme, acteur écologique dans le concert mondial. Aujourd'hui, à travers le soutien de nos adhérents et sympathisants membres du Parti socialiste, nous participons au débat qui l'étreint pour partager notre point de vue sur son insertion dans le monde européen.

Nous voulons une **Europe démocratique**, avec son parlement européen au centre du jeu et une alliance progressiste allant de la gauche radicale de gouvernement au centre social et démocrate ; une **Europe sociale**, c'est-à-dire une Europe qui protège les normes sociales de base avec un SMIC et un RSA européen au lieu de les mettre en concurrence, qui restaure la liberté des Etats en contrôlant celle du système financier ; une **Europe ouverte**, c'est-à-dire une Europe qui participe à la marche du monde et qui tend la main aux pays du bassin méditerranéen en train d'inventer leur modèle propre avec un Erasmus euroméditerranéen.

Nos propositions

Démocratie :

- Une démocratie européenne suppose que les électeurs disposent d'un choix politique européen. Ce choix n'existe pas si chaque parti, dans chaque pays, conduit son propre programme étanche aux autres. Le programme électoral du Parti socialiste aux prochaines élections européennes doit être le programme commun de l'ensemble des socialistes européens, ni plus, ni moins. Les médias français doivent mettre en scène ce débat politique entre familles de partis européens.
- Il n'y a pas non plus de démocratie sans un choix transparent des dirigeants. Même dans les régimes parlementaires, les chefs de file des différents partis sont clairement identifiés des électeurs. Le Parti socialiste européen aura un candidat commun à la tête de la Commission, le Parti socialiste doit organiser sa campagne autour de lui.
- Le Parlement européen n'est pas un bloc structuré. Les socialistes ne peuvent espérer seuls y disposer de la majorité et la victoire impose donc des alliances. Nous demandons que la perspective d'une coalition parlementaire europrogressiste soit clairement assumée au niveau européen, rassemblant de la gauche antilibérale au centre sur deux éléments : une alliance pour désigner en commun le Président de la Commission européenne et un accord politique sur quelques points clés. Les Verts européens nous ont déjà répondu favorablement, le Parti socialiste européen a vocation à être le centre de gravité d'une telle coalition.
- Cette coalition europrogressiste au Parlement doit désigner la Commission dans son ensemble et pas son seul Président, car c'est la garantie qu'elle applique le programme politique choisi par les citoyens.
- Sans rallumer la querelle de la Constitution européenne, un nouveau Traité devra limiter l'unanimité au Conseil, en particulier en matière fiscale.

Social :

- Le dumping social entre pays se traduit également par de petits « paradis sociaux » à l'intérieur de chaque pays. Un salaire minimum européen est nécessaire, fixé dans chaque pays en fonction du niveau de vie. En outre, la directive service doit cesser de permettre des « domiciliations sociales ».
- De même, le projet européen s'incarne par une solidarité entre les différents membres de la société. Un niveau minimum d'allocation fixé dans chaque pays en fonction du niveau de vie, type RSA, doit exister. Au moins au niveau de la zone Euro, un accord doit intervenir sur un niveau minimum de l'assurance chômage, en niveau par rapport aux salaires du pays comme en durée.
- Ce sont aujourd'hui d'abord les jeunes qui payent la crise alors qu'ils sont de moins en moins nombreux à l'échelle européenne. Le degré d'inclusion de la jeunesse doit devenir l'un des critères de déséquilibre du pacte de gouvernance européen, qui doit être rééquilibré par des critères sociaux impératifs en matière d'éducation (faire baisser le taux d'illettrisme), dans la lutte contre la pauvreté (faire baisser le taux de pauvreté) et en faveur de la santé (garantir un accès minimum aux soins).

Economie durable :

- Le marché financier européen doit être réorganisé. Pour sa sûreté, il doit être régulé et garanti par l'Europe. En contrepartie, il doit cesser d'être un casino et de permettre la circulation opaque de l'argent.
- Le budget européen doit atteindre une masse critique, entre 4 % et 7 % du PIB. Les Etats-Unis l'ont fait, pourquoi pas nous ? Il est nécessaire de taxer au niveau européen les ressources qui échappent aux impôts nationaux pour les verser au budget européen : la taxe sur les transactions financières, mais aussi d'autres instruments (taxe carbone, impôts sur les bénéfices des sociétés). L'Europe doit se doter d'une capacité financière en émettant des Eurobonds.
- La consolidation budgétaire de l'Europe doit se faire à un rythme maîtrisé et soutenable ; la politique présente d'austérité est socialement insupportable et économiquement inefficace. Nous proposons une action régulière sur le déficit structurel hors charge de la dette, aux alentours de 0,5 point de baisse maximum par an.
- La politique agricole commune actuelle ne répond pas aux objectifs du XXIème siècle : elle pollue trop et n'assure pas de revenus décents pour la plupart des agriculteurs. Elle doit être réorientée vers des pratiques durables et propres, de haute qualité sanitaire et en direction des exploitations fragiles tout en garantissant l'autosuffisance alimentaire européenne.

Ouverture au monde :

- L'Europe doit compter auprès de ses voisins. Le dialogue avec la Russie ne peut s'inscrire que dans la recherche d'une indépendance énergétique de l'Europe de l'Est à son égard. De même, l'Europe doit réellement prendre sa place dans le conflit israélo-palestinien.
- Pour tendre la main aux démocraties qui émergent à la suite des révolutions arabes, l'Europe doit mettre en place un Erasmus euro-méditerranéen, pour les étudiants, les jeunes professionnels et entrepreneurs.

Notre vision

Nos propositions viennent de loin ; nous les avons constituées au fil du temps, depuis la création de notre association en 2005. En 2010, nous avons ainsi travaillé sur [30 propositions pour un europrogressisme](#). Nous vous livrons ici un aperçu de notre vision sur trois sujets majeurs : les valeurs de l'Europe au service des droits de l'Homme, une démocratie européenne et la nécessité d'une réorientation de la politique économique et sociale.

Une Europe des droits de l'Homme

Sauvons l'Europe prône une Europe ouverte et tolérante. Nous considérons que la construction européenne a contribué à remplacer des confrontations guerrières par des débats politiques. A ce titre, oui, « l'Europe, c'est la paix »¹.

Nous combattons pour ces valeurs en France. C'est donc tout naturellement que nous avons appelé à participer à la marche contre le racisme, l'antisémitisme et le terrorisme suite aux drames de Toulouse et Montauban².

Alors que l'extrême-droite est au pouvoir en Hongrie avec des lois liberticides, la Commission Européenne n'a quasiment pas réagi³. A l'image du Parlement européen, Sauvons l'Europe demande la mise en œuvre de la procédure de l'article 7 pouvant aboutir à priver la Hongrie de ses droits de vote au Conseil européen.

Notre ouverture et notre tolérance doivent dépasser le simple cadre des frontières de l'Union. Nos relations avec nos voisins du sud de la méditerranée doivent s'accroître. Comme première étape, Sauvons l'Europe défend un programme Erasmus d'échange avec les pays du Maghreb⁴.

Ensemble, l'Europe peut également porter une voix forte sur la scène internationale. Le silence assourdissant de la Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ne peut plus durer. L'Europe doit se saisir des enjeux du conflit israélo-palestinien⁵.

Une Europe au fonctionnement démocratique

Sauvons l'Europe prône une Europe politique, qui passe nécessairement par un abandon de l'inter-gouvernementalisme où chacun défend son intérêt national et personne ne défend le bien commun⁶. Ceci fait donc appel à un Parlement européen renforcé, en particulier sur les sujets prioritaires du budget et de la fiscalité⁷.

Une Europe démocratique, c'est une Europe qui assume ses clivages politiques. Il faut bien entendu que les citoyens soient conscients de la dimension européenne des débats politiques nationaux⁸. Mais sur les enjeux proprement européens, il faut également que les clivages politiques soient visibles, à travers de l'information, des débats, des hommes et des femmes politiques qui défendent leurs idées européennes dans les médias. C'est le sens de la pétition que nous lançons pour [plus](#)

¹ Edito du 16 octobre 2012 : [Civiliser la guerre](#).

² Edito du 24 mars 2012 : [Marche silencieuse pour la république unie](#).

³ Edito du 16 Avril 2013 : [le tout petit problème hongrois](#).

⁴ Edito du 16 Septembre 2011 : [Notre engagement pour le printemps arabe](#)

⁵ Edito du 29 novembre 2012 : [L'Europe doit se saisir du conflit Israélo-palestinien](#).

⁶ Prise de position avec les Jeunes Européens du 12 décembre 2011 : [L'Europe à la croisée des chemins](#)

⁷ Edito du 25 février 2013 : [La soustraction des intérêts nationaux ne fait pas un intérêt européen](#).

⁸ Qui sommes-nous ? : [L'association](#).

[d'Europe à la Télé](#), avec Terra Nova, le Pacte civique et Europe Créative. Enfin, nous appelons à réfléchir à nos alliés dans le cadre européen et non dans le cadre national. La constitution d'un arc europrogressiste⁹, des humanistes de centre à la gauche antilibérale, permettra seul de gagner les combats face à une droite conservatrice, nationaliste et ultralibérale.

Une autre politique économique et sociale !

Aujourd'hui, l'Europe est critiquée par les peuples, certains même la rejette, car elle porte la politique d'austérité menée par la Commission sous la direction de la Droite européenne. Celle-ci s'attaque aux deux piliers que sont la solidarité budgétaire et la protection du travail. Sauvons l'Europe veut au contraire une réorientation rapide et forte de la politique budgétaire, de la régulation financière et de la politique sociale.

Il faut ainsi prendre compte l'impact de l'austérité sur la croissance, en limitant à 0,5 point de PIB par an l'effort structurel sur la baisse du déficit public¹⁰. En contrepartie de l'effort national sur les déficits ; la politique monétaire européenne et les investissements européens doivent prendre le relai de soutien de la croissance¹¹. Un fond de relance de l'activité doit également être mis en place, mobilisé dans les périodes creux budgétaires et financé par une ressource propre¹². Le budget européen lui-même doit permettre de financer les investissements indispensables¹³, et son amputation est un choix clairement anti-européen. Les ressources propres possible sont nombreuses: impôt sur les sociétés, taxe carbone, taxe sur les transactions financières.

La régulation financière, la lutte contre les paradis et l'harmonisation fiscale sur les revenus du patrimoine sont indispensable pour éviter un nouveau Chypre au Luxembourg ou en Irlande¹⁴. Une autre politique sociale est nécessaire pour les perdants de la situation actuelle : les jeunes¹⁵.

Enfin, il faut cesser le fétichisme des réformes structurelles du marché du travail : ces réformes n'ont que des impacts marginaux sur le taux de long terme et les préconisations de la BCE sont avant tout politiques, avant d'être économiques¹⁶. Pour un meilleur compromis, la revalorisation des syndicats européens est indispensable. C'est la raison pour laquelle nous relayons les appels des organisations syndicales sur les enjeux européens¹⁷.

⁹ Edito du 14 Novembre 2011 : [Constituons un arc europrogressiste !](#)

¹⁰ Edito du 4 avril 2013 : [Austérité : stop ou encore.](#)

¹¹ Edito du 30 juillet 2012 : [Quel compromis budgétaire europrogressiste ?](#)

¹² Edito du 11 mars 2013 : [A défaut d'un vrai budget, un fond européen de relance de l'activité ?](#)

¹³ Edito du 8 avril 2013 : [un budget européen anti-européen](#)

¹⁴ Edito du 22 mars 2013 : [Chypre ou la faillite de l'Europe financière](#)

¹⁵ Prise de position du 23 avril 2012 avec la Confédération étudiante et Génération engagée : [Les endettés veulent savoir Qui va payer ?](#)

¹⁶ Edito du 10 octobre 2012 : [Chômage : les hallucinations de la BCE](#)

¹⁷ Tract CFDT, CGT, FO, CFTC, UNSA et DGB 31 mars du 2011 : [L'Europe n'a pas besoin d'un pacte sur la compétitivité Merkel/Sarkozy mais d'un changement d'orientation politique pour une Europe juste et équitable](#)